

**Proposition de loi visant à
instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants**
Sénat – Mardi octobre 2011

Monsieur le président,

Monsieur le président de la Commission des lois (Jean-Pierre Sueur),

Madame le rapporteur (Virginie Klès),

Mesdames, Messieurs les sénateurs,

C'est en mettant l'accent sur la réinsertion sociale et professionnelle des délinquants que nous pourrons prévenir efficacement la récidive. C'est pourquoi, nous avons placé la réinsertion au cœur de notre politique pénale, pour les majeurs bien sûr, mais pour les mineurs plus encore, parce que s'ils ont commis un acte de délinquance, ils ont l'avenir devant eux : l'on ne pourrait admettre de laisser une partie de notre jeunesse s'ancrer dans la délinquance sans réagir.

Que l'on donne aux mineurs les meilleures chances de rompre avec la délinquance et de se construire un avenir est au cœur de la proposition de loi qui vous est soumise aujourd'hui. En donnant la primauté à l'éducatif, conformément à l'esprit de l'ordonnance du 2 février 1945, en retenant le principe de volontariat, le service citoyen créé par ce texte permettra à ces jeunes de s'inscrire dans un véritable parcours de réinsertion.

Le contrat de service en EPIDE doit constituer un nouvel instrument dans la palette du juge, pour améliorer la prise en charge de mineurs primo-délinquants ou ayant commis des actes de faibles gravité : ce contrat pourra être prononcé par le magistrat au titre de la composition pénale, dans le cadre d'un ajournement de peine ou comme obligation d'un sursis mise à l'épreuve. Ce contrat de service s'adressera à des mineurs âgés de plus de 16 ans qui auront exprimé leur consentement à suivre une telle mesure.

J'entends les inquiétudes exprimées, notamment au sein de votre Commission des lois, mais je veux vous dire deux choses :

- Le service citoyen, parce qu'il s'inscrit dans l'exact prolongement des missions de l'EPIDE, ne sera pas de nature à le déstabiliser ; tous les moyens sont d'ailleurs mobilisés pour que les centres puissent accueillir ces jeunes.
- En diversifiant la prise en charge, en offrant des réponses adaptées, nous donnons à ces jeunes les moyens de repartir dans la vie.

On ne pourrait comprendre que soit rejetée une telle mesure qui permet à ces jeunes de trouver leur voie et qui fera que ce premier acte de délinquance qu'ils ont commis reste un acte isolé dans leur parcours.

I. Le contrat de service en EPIDE est un dispositif efficace et adapté au profil de ces mineurs : alliant encadrement et pédagogie, il les inscrit dans un véritable parcours de réinsertion.

Ce contrat s'adresse à ces jeunes pour lesquels ni le placement en centre éducatif fermé, ni l'incarcération n'est la réponse adaptée, mais qui ont néanmoins besoin d'être encadrés strictement. Comme le rappelait aussi Madame le rapporteur, l'EPIDE est un « dispositif d'insertion prometteur », aux résultats « encourageants » pour la réinsertion des jeunes qu'il accueille.

Depuis leur création en 2005, les centres EPIDE ont, en effet, largement fait la preuve de leur efficacité pour l'encadrement et la formation de jeunes majeurs en perte de repères, grâce à sa double mission d'insertion sociale et professionnelle et de prévention de la délinquance.

Pourquoi attendre encore pour que cette solution pertinente soit étendue aux mineurs de plus de 16 ans. Les centres EPIDE leur donneront, en effet, le cadre qui leur fait défaut, de nouvelles habitudes de vie, ainsi qu'une formation, qui sont autant d'atouts pour une réinsertion sociale et professionnelle durable.

Le contrat de service citoyen poursuit, en effet, trois objectifs :

- une mise à niveau des fondamentaux scolaires (français, orthographe, mathématiques), par un enseignement adapté aux besoins de chaque élève –

pour répondre aux retards voire à la déscolarisation que connaissent très souvent ces jeunes ;

- une formation civique et comportementale conjuguant heures de cours et mise en application pratique quotidienne, par lesquelles ces jeunes réapprendront les règles du vivre ensemble ;
- une pré-formation professionnelle en partenariat avec des employeurs et des structures locales, afin de favoriser l'embauche de ces jeunes dans des secteurs d'emploi qui recrutent.

C'est parce que l'EPIDE a su réunir l'expertise et les compétences complémentaires d'enseignants et d'anciens militaires, que les centres ont pu développer un savoir-faire et des méthodes pédagogiques qui seront parfaitement adaptés à ces mineurs. L'EPIDE, qui est je le rappelle une structure civile, s'inspire à la fois du modèle militaire mais aussi des méthodes des travailleurs sociaux, alliant ainsi pédagogie et discipline qui vont aider ces jeunes à se restructurer.

Tout en reconnaissant le bénéfice que ces centres peuvent apporter aux mineurs, vous estimez, madame le rapporteur, qu'ils ne devraient être accueilli dans un centre EPIDE qu'après avoir exécuté une sanction pénale ou procédé à une forme de réparation. Je crois que nous perdrons un temps précieux en imposant que ces mineurs aient préalablement exécuté une autre peine, alors même qu'un travail de réinsertion et d'encadrement peut s'opérer tout de suite et de manière efficace dans les centres EPIDE. Pourquoi ne pas leur permettre d'en bénéficier sans plus attendre ?

Bien sûr ces jeunes doivent prendre conscience de l'infraction qu'ils ont commise. C'est pourquoi ils effectueront, à côté des activités collectives, un travail individuel sur l'acte de délinquance – les personnels seront d'ailleurs spécialement formés dans ce domaine.

Ces jeunes pris en charge dans la durée, pour une période de 6 à 12 mois, pourront réellement faire évoluer leur comportement, acquérir des fondamentaux scolaires,

ainsi qu'une formation – qui seront autant d'atouts pour repartir d'un nouveau pied et de rompre avec la délinquance.

La proposition de loi prévoit, en outre, que le mineur aura la possibilité, à l'issue de la mesure judiciaire, de prolonger, de son propre chef et en accord avec l'EPIDE, son contrat. A l'inverse, si le jeune méconnaît ses engagements, il reviendra au directeur du centre EPIDE d'en informer l'autorité judiciaire, qui se prononcera sur les suites à donner, en particulier sur une éventuelle révocation de la mesure. C'est un équilibre tout à fait important qui fait de la motivation, et de la volonté de s'en sortir un axe majeur du service citoyen.

Si l'EPIDE propose donc un accueil et un programme adaptés à ces mineurs, j'entends bien les craintes de certains sur le risque de déstabilisation que ferait courir le nouveau dispositif à l'EPIDE.

II. Mais je veux y insister : le dispositif ne dévoiera pas l'identité de l'EPIDE.

Parce qu'il répond aux missions et à l'expérience de l'EPIDE, et que nous renforcerons ses moyens, le service citoyen ne viendra ni dénaturer, ni déstabiliser l'établissement.

Nous devons comprendre qu'en élargissant le public de l'EPIDE, comme le prévoit la proposition de loi, nous ne fragilisons pas les centres EPIDE, mais nous prolongeons leur mission, pour mener le plus en amont possible l'action de réinsertion. Je rappellerai que depuis 2010, l'EPIDE travaille d'ailleurs déjà avec la protection judiciaire de la jeunesse à l'insertion de jeunes majeurs qui, ayant purgé leur peine, souhaitent s'engager dans un projet de formation professionnelle.

La Chancellerie a mené un travail grande qualité avec les service de l'EPIDE, en amont de ce texte : nous avons réfléchi ensemble aux conditions d'accueil de ses jeunes, et l'EPIDE est d'ailleurs prêt à les accueillir et à les former.

Je crois particulièrement important d'intégrer ces mineurs au public existant des centres, et de les inscrire dans la dynamique de reconstruction des jeunes majeurs

qui suivent le programme de l'EPIDE. Il n'y aura ni stigmatisation, ni dévoiement du dispositif : le texte a d'ailleurs prévu que les mineurs délinquants resteront minoritaires et représenteront au plus 10% du public des centres. Je suis profondément convaincu de l'effet bénéfique que pourront avoir les majeurs sur les plus jeunes : parce qu'ils ont choisi de s'inscrire dans un projet d'avenir, leur présence aura un effet d'entraînement – qui loin de fragiliser le groupe, bénéficiera au contraire à sa cohésion.

Il n'est pas question de modifier le statut de l'EPIDE, pour le placer sous la tutelle du ministère de la justice, car si le juge propose la mesure, le contrat de service en EPIDE n'est pas une mesure de placement.

Le service citoyen que propose cette loi suppose bien évidemment de renforcer le dispositif existant de l'EPIDE : ses moyens seront ainsi abondés afin de créer progressivement de nouvelles places dédiées et assurer une formation complémentaire des personnels, pour un encadrement adéquat. Dès février 2012, les 3 centres de Bourges, Belfort et Val-de-Reuil pourront accueillir les premiers mineurs concernés ; d'ici juin, 15 centres pourront accueillir des mineurs délinquants. Nous disposerons alors de 166 places.

III. Dans son second volet, le texte vise à mettre notre droit en conformité avec les exigences posées par le Conseil constitutionnel dans ses décisions des 8 juillet et 4 août dernier.

L'Assemblée nationale a voté l'amendement du gouvernement qui tire toutes les conséquences de ces décisions quant à la composition du tribunal pour enfants et les modes de poursuites devant le tribunal correctionnel pour mineurs. Ces dispositions permettent de renforcer l'impartialité du TPE, en prévoyant notamment que le juge des enfants qui aura renvoyé l'affaire devant le tribunal ne pourra le présider. Quant à la possibilité pour le parquet de saisir le tribunal correctionnel pour mineurs, il est prévu que le parquet pourra demander au juge le renvoi du mineur devant le tribunal dans un délai très rapproché, fixé entre 10 jours et 1 mois pour les multirécidivistes. Cette poursuite par voie de requête devant le juge des enfants

préserve l'un des fondements de notre justice pénale des mineurs, faisant du juge des enfants le pivot de la procédure.

La justice des mineurs répond à des exigences constitutionnelles fortes et étroitement liées, fondées à la fois sur la primauté de l'éducatif, des procédures spécifiques et protectrices. Améliorer la réponse pénale, améliorer le jugement des mineurs sont deux questions intimement liées – car elles fondent la spécificité inhérente à notre justice des mineurs. En outre, il est de notre responsabilité dès lors que le Conseil constitutionnel a déclaré certaines dispositions inconstitutionnelles, de mettre notre droit en conformité avec nos règles fondamentales.

Par l'ensemble de ces dispositions, le texte qui vous est proposé permet d'élargir le champ des réponses à la délinquance des plus jeunes, en proposant des solutions efficaces et adaptées dans le respect des principes qui fondent la justice des mineurs.

Pour toutes ces raisons, ne rejetons pas les avancées proposées par ce texte. Le service citoyen offre à ces jeunes la chance d'un nouveau départ, ne nous privons pas de cette mesure qui leur permettra de se construire un avenir responsable et serein.